



16 mai 2020 – Tribune co-signée, publiée par Libération –
Vacances pour tous : une question de santé publique et de
solidarité nationale



Par [Un collectif](#) — 16 mai 2020 à 14:31



Le centre de loisirs de la Ville de la Courneuve accueille les enfants en colonies de courte durée pendant les vacances scolaires. Le Trilbardou (77), France, le 14/07/2015. Camp during school holidays. Le Trilbardou (77), France, 07/14/2014.

Thierry Ardouin

Un collectif de sénateurs socialistes et républicains appelle à soutenir le secteur du tourisme social et solidaire afin qu'il soit en mesure d'offrir des vacances adaptées aux Français et aux jeunes les plus modestes cet été.

⇒ Vacances pour tous : une question de santé publique et de solidarité nationale

Tribune. Alors que le déconfinement se profile avec encore beaucoup d'incertitudes, inquiétude et espoir se mêlent de façon égale dans l'esprit de nos concitoyens. Particulièrement attachés au principe des «congés payés», que trois générations de Français ont connus depuis 1936, savoir s'ils pourront partir en vacances dès cet été fait évidemment partie de ces questionnements, d'autant qu'ils le savent déjà : cette saison estivale 2020 ne sera «pas comme les autres».



16 mai 2020 - Tribune co-signée, publiée par Libération -
Vacances pour tous : une question de santé publique et de
solidarité nationale

Le confinement aura été pour chacun une expérience exceptionnelle qui n'est pas sans conséquences et qui a bouleversé bon nombre de nos certitudes. La durée de l'isolement, la distanciation sociale et physique, les changements rapides des habitudes, amplifiés par des conditions de logement très variables, une éventuelle perte de revenus, l'absence d'informations, ou encore l'inactivité, peuvent avoir un effet sur l'état psychologique des personnes et les déstabiliser profondément.

Un repos bien mérité

Toutes celles et ceux qui auront été confinés durant deux mois dans des conditions parfois très difficiles, mais aussi toutes celles et ceux qui auront été en première ligne pour lutter contre le fléau, personnels soignants, fonctionnaires territoriaux, sans oublier tous les «invisibles» que sont les commerçants, les livreurs, les bénévoles et salariés associatifs et tant d'autres, qui ont fait en sorte que la vie puisse continuer malgré tout, doivent au moins bénéficier de la perspective d'un repos bien mérité.

Non, l'été 2020 ne sera définitivement pas comme les précédents. Plus que jamais, les Français verront dans le départ en vacances une échappatoire salutaire, quelle que soit la distance, quels que soient les paysages, pour se mettre «au vert», pour changer d'air, pour avoir de nouveau l'impression de respirer, de vivre, d'être libre. Pour l'heure cependant, il leur est très difficile de faire des projets.

A lire aussi [Les colonies de vacances pourront-elles avoir lieu cet été ?](#)

Selon les situations personnelles, le manque de moyens financiers, mais surtout le manque de visibilité sur l'évolution de la pandémie et ses conséquences en termes de libre circulation des personnes, d'offre de transports et d'hébergements, rend l'organisation des vacances très souvent impossible. Ces blocages qui prolongent finalement l'enfermement imposé depuis deux mois, commencent à peser singulièrement sur le moral des Français, et tout particulièrement sur celui des reclus économiques, des isolés des zones urbaines et des territoires ruraux.

Quant au secteur touristique, qui avait de belles perspectives, celui-ci se trouve aujourd'hui dans le doute et l'incertitude, bloquant les potentialités d'action et de solidarité des territoires. Aussi, dans l'optique d'offrir à tous les Français la possibilité de partir en vacances dès cet été et de soutenir le



16 mai 2020 - Tribune co-signée, publiée par Libération - Vacances pour tous : une question de santé publique et de solidarité nationale

tourisme, deux préconisations urgentes se distinguent. D'une part, celle d'apporter un soutien rapide et de grande ampleur au secteur du tourisme social et solidaire, qui s'inscrit plus globalement dans le cadre d'un tourisme durable et de proximité, afin qu'il soit en mesure de proposer une offre adaptée à la crise que nous traversons, et à destination des Français modestes et des jeunes.

Un calendrier clair pour sécuriser l'offre

D'autre part, celle d'annoncer un calendrier clair et cohérent afin de redonner de la visibilité à la fois aux professionnels et aux touristes pour la planification de leurs séjours. Sécuriser l'offre, et déployer une communication et des aides massives pour susciter la demande, s'avère donc indispensable. Du côté de l'offre, cela nécessite d'abord de permettre aux structures d'accueil touristiques d'envisager leur réouverture dans les meilleures conditions sanitaires et humaines possibles, en prévoyant notamment des aides destinées aux frais de fonctionnement spécifiques - désinfection, adaptation des locaux aux nouvelles normes de sécurité sanitaire, mise à disposition de gel-hydroalcoolique, etc. Puis, de répertorier toutes les structures capables d'accueillir du public et de la diffuser massivement auprès de nos concitoyens. Pour ce faire, le fonds «tourisme social investissement» de la Caisse des dépôts et consignations pourrait être d'ores et déjà mobilisé pour soutenir les entreprises et associations du secteur.

Du côté de la demande, la mise en place de dispositifs de soutien, non seulement aux Français les plus modestes, mais aussi à tous ceux qui risquent de faire face à des difficultés nouvelles pour partir en vacances, doit être renforcée et accélérée. Le dispositif des chèques-vacances, qui par sa création et sa symbolique, porte en lui des principes économiques innovants - un modèle redistributif et solidaire à destination des plus éloignés des vacances - s'impose ainsi comme la principale cible à développer.

L'élargissement de ce dispositif, cofinancé par l'État, les collectivités locales et les entreprises, permettrait donc de stimuler la demande dès cet été. L'idée du gouvernement Mauroy prendrait ainsi tout son sens en unifiant les initiatives portées par les territoires, dont celles des collectivités des régions Grand Est, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. Français comme professionnels du secteur touristique ont un besoin urgent de visibilité à la fois sur les questions organisationnelles et sanitaires.



16 mai 2020 - Tribune co-signée, publiée par Libération - Vacances pour tous : une question de santé publique et de solidarité nationale

Dès la fin du mois de mai, les annonces gouvernementales doivent être claires et précises afin de permettre à tous d'être réactifs et de partir dans le meilleur des cas dès le mois de juillet 2020. Car au-delà d'être un droit pour tous, le droit aux vacances est désormais devenu une question de santé publique et de solidarité nationale.

Signataires : Viviane Artigalas, Patrick Kanner, Maurice Antiste, Jacques Bigot, Joël Bigot, Maryvonne Blondin, Nicole Bonnefoy, Martial Bourquin, Catherine Conconne, Hélène Conway-Mouret, Roland Courteau, Yves Daudigny, Marc Daunis, Gilbert-Luc Devinaz, Jérôme Durain, Alain Duran, Frédérique Espagnac, Rémi Feraud, Corinne Feret, Hervé Gille, Annie Guillemot, Laurence Harribey, Jean-Michel Houllegate, Victoire Jasmin, Patrice Joly, Gisèle Jourda, Eric Kerrouche, Claudine Lepage, Jean-Jacques Lozach, Victorin Lurel, Jacques-Bernard Magner, Christian Manable, Didier Marie, Rachel Mazuir, Michelle Meunier, Marie-Pierre Monier, Franck Montauge, Marie-Françoise Perol-Dumont, Angèle Preville, Sylvie Robert, Gilbert Roger, Jean-Claude Tissot, Nelly Tocqueville, Jean-Louis Tourenne.